

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM :BATAYO – KISHA - LULERE

Contexte

Description de la crise

L'axe Batayo-Kisha-Lulere, est situé dans la chefferie de Bahavu, dans la zone de santé de Bunyakiri, groupement de Ziralo en territoire de Kalehe, appartenant à la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Des affrontements entre Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC) allié aux Wazalendo et les rebelles du M23 au Nord Kivu ont occasionné de nombreux déplacements de la population vers le Sud Kivu dans le territoire de Kalehe et des nombreuses violations des droits de l'homme, y compris des tueries, le meurtre, plusieurs cas de violences sexuelles et des cas de déplacements. Selon l'alerte 5359, 1799 ménages soit 10794 IDPs dans la ZS de Bunyakiri : Des nouveaux mouvements des populations sont signalés dans les localités Bushugulu, Bundje, Kusisa, Bulembwe, Kalamo, Nyalugusha, Batayo, Lulere, Kisha,... du groupement Ziralo, en chefferie de Bahavu, en territoire de Kalehe, zone de santé de Bunyakiri au Sud-Kivu suite aux affrontements signalés dans la province du Nord-Kivu en territoire de Masisi, en chefferie de Bahunde, en groupements de Ufamandu1 et Ufamando2, dans les localités de Remeka, Kirundi, Miano, Fungura, Kishanja, Katunda, Maya, Kamuobe, Bwisa, Bumba, Nyalushange,... Ces affrontements entre les Forces des Wazalendo commandées par le seigneur de guerre Maachano contre les forces rebelles du M23 qui ont commencé ce 26/06/2024. Selon les sources locales, 4 personnes seraient tuées, plusieurs blessés enregistrés côté population et près de 1799 ménages soit 10794 personnes seraient en déplacement ; tous accueillis dans les familles d'accueil dans les localités précitées. Ces déplacés présentent des besoins énormes, ainsi un positionnement des humanitaires serait souhaité pour des évaluations rapides. Ces déplacés ne sont pas encore évalués pour recevoir de l'assistance. Ces personnes déplacées vivent dans des conditions difficiles car elles n'ont pas accès aux champs et n'ont jamais été assistés. Cette alerte a été validé par OCHA le 03 juillet 2024 par le numéro (Ehtools 5359).

C'est dans ce contexte qu'ACTED avec le soutien du USAID, avait décidé d'organiser une évaluation rapide multisectorielle (ERM) dans le cadre du projet « Addressing Food Insecurity through a Multisectoral Response and Strengthening Intersectoral & Food Security and Nutrition Evidence-Based Analysis, Planning & Response in the Democratic Republic of the Congo » sur la période allant du 10/07 au 19/07/2024 sur l'axe Batayo-Kisha-Lulere. Le but est de procéder à l'identification des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels, en abris, en eau, hygiène et assainissement, en éducation, en santé et en ce qui concerne les moyens de subsistance de populations déplacées et autochtones affectées par les différentes crises. Cette évaluation a permis également d'obtenir de premières informations concernant l'accessibilité, la sécurité et la situation en matière de protection de la zone.



Source des résultats :	EM	IC	RDS/GDC
------------------------	----	----	---------

Code de l'alerte	5359	5359	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/07/2024	29/06/2024	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	6876	6876	
Taille moyenne ménages	10,3	-	

Accès physique
Accès sécuritaire
 Présence de la MONUSCO
 Incidents au cours des 2 dernières semaines

Couverture tél.

Source : équipe d'évaluation	
Voiture	
Non	
Violence physique, Mutilations / coups et blessures, vol, meurtre	
Orange: 60%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
 RDS: Revue de données secondaires
 GDC: Groupe de discussion communautaire
 OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les entretiens en groupes de discussions réalisés ont mis en évidence les difficultés d'accès à la nourriture. Tous les informateurs clés ont confirmé que la faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture, aux articles ménagers essentiels et aux logements décentes ce qui conduit à davantage de promiscuité dans les ménages d'accueil. L'exposition de la population aux intempéries s'est aggravée, la plupart des maisons suintent lorsqu'il pleut, l'accès aux articles ménagers essentiels est difficile. Les déplacés se partagent les articles ménagers essentiels disponibles avec les communautés hôtes car la plupart de leurs articles ménagers essentiels ont été perdus, pillés, volés, abandonnés lors des déplacements. Il a aussi été déploré un accès difficile aux soins de santé à cause du manque de médicaments et d'équipements. Les soins coûtent chers et les déplacés manquent des moyens financiers pour y recourir. Les résultats de l'ERM montrent que 81% des ménages n'ont pas des ressources alimentaires disponibles dans leurs ménages.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	4%	2%
18-64 ans	16%	16%
6-17 ans	16%	15%
7 mois-5 ans	12%	14%
0-6 mois	3%	3%
Total	50%	50%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	100%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			3258		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	43%	-	56%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	39%	-	61%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	1%	52%	-	47%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	37%	-	33%	-	30%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	23%	-	56%	-	20%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	62%	34%	2%	0%
	Promiscuité dans les abris				71%	
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	22%	54%	23%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	48%	2%	48%	1%	1%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	7%	-	93%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	4%	11%	71%	14%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans			42%		
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)			Paludisme, Infection respiratoire aigue, Diarrhées aigues et la Malnutrition aigue globale		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	63%	-	-	-	36%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	86%	-	-	-	14%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	96%	-	4%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours		24%			

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La situation sécuritaire est toujours préoccupante dans les villages de provenance. Les violences demeurent et se sont intensifiées dans la majorité des villages entre les groupes rebelle M23 RDF et les forces armées de la république démocratiques du Congo, ce qui écarterait l'option de retour des ménages déplacés. Par ailleurs, les déplacements pourront continuer dans la zone d'accueil à la suite de ces affrontements en cours dans les villages dans les groupements d'UFAMANDU dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. L'entente entre la communauté hôte et déplacée reste au beau fixe car la communauté hôte a affirmé pouvoir aider les déplacés pour un temps nécessaire.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	90%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	17%
Vouchers / foires	2%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	74%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	0%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	18
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	2
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	18
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	0
Santé	2
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	20
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM produite par REACH pour la communauté humanitaire en RDC. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version sur papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de 110 ménages déterminés sur une population estimée à 6876 ménages, réparti dans 9 localités à évaluer. 95 ménages, plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune de 9 villages a été effective. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés) ainsi que des EM dans les villages échantillonnés le long de l'axe enquêté. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Au cours de cette enquête 9 entretiens ont été réalisées dans les 9 villages (Lulere, Kuisa, Batayo, Bulembwe, Kisha, Kalamo, Bunje, Nyalugusha et Bushugulu,) avec les Informateurs Clés institutions étatiques, centres de santé, leaders communautaires, représentants des déplacés.

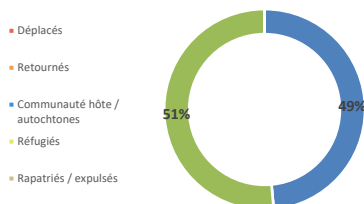
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
Obs. libres	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	15/05/2024	13/07/2024	15/05/2024
Date de fin de l'enquête	16/07/2024	16/07/2024	18/05/2024
Organisation	Acted	Acted	Acted
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	Non

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Batayo	978	15	1	2
Kuisa	703	16	1	2
Bulembwe	649	9	1	2
Bushugulu	497	25	1	2
Kisha	1354	8	1	2
Kalamo	456	6	1	2
Nyalugusha	697	12	1	2
Lulere	903	9	1	2
Bundje	639	10	1	2
Total	-	6876	9	18

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

Depuis l'année dernière, la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu et les territoires frontaliers de la province du Sud-Kivu sont confrontés à des conflits armés dans plusieurs groupements du territoire de Kalehe, actuellement le mouvement du 23 mars (M23) qui s'affrontent aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)/Wazalendo. Ces derniers affrontements ont été accompagnés par des pertes des vies humaines meurtres, pillages, viol, violences physiques. Ils ont entraîné aussi un déplacement massif de la population vers les villages situés dans la zone de santé de Minova les groupements de Buzi.

L'évaluation a fait état de 6876 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 71510 personnes (sur base d'une moyenne de 10.4 personnes par ménage apportée pendant les enquêtes ménages). Parmi ces ménages, 3258 sont déplacés (47% des ménages selon l'enquête ménage). Il est à noter qu'aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance à ce stade. En effet, la situation sécuritaire dans une partie de la zone est toujours préoccupante à la suite des affrontements entre les rebelles du M23 et les FARDC, ce qui empêche les ménages déplacés de revenir vers leurs villages de provenance. Ces données démographiques ont été obtenues par décompte au porte-à-porte dans les villages de petite taille (Lulere, Kusisa, Batayo, Bulembwe, Kisha, Kalamo, Bunje, Nyalugusha et Bushugulu) et estimé dans les plus grands villages en triangulant les informations partagées par les informateurs clés sur la démographie de l'ensemble de l'axes.

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	49%	47%	
Retournés	0%	0%	
Communauté hôte / autochtones	51%	53%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	3338	3258
Retournés	0	0
Communauté hôte / autochtones	3538	3618
Réfugiés	0	
Rapatriés / expulsés	0	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

6876 6876

Taille moyenne des ménages (EM)

10,3 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

49% -

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

34% -

Estimation du nombre de familles d'accueil

52 -

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	34268
Après la crise	71510

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	3618
Après la crise	6876

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MDP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats.

L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	3258
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	3618
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	6876

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aiguë Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aiguë Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aiguë Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	4	48%	5	24%	9	18%
115-125 mm	3	16%	13	43%	16	36%
>125 mm	2	36%	11	32%	13	33%
MAG	7	64%	18	68%	25	54%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	4	41%	12	27%	16	29%
115-125 mm	7	59%	15	24%	22	31%
>125 mm	0	0%	20	49%	20	40%
MAG	11	100%	27	51%	38	60%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	8	44%	17	26%	25	30%
115-125 mm	10	39%	28	31%	38	33%
>125 mm	2	16%	31	40%	33	37%
MAG	18	84%	45	57%	63	63%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	6	20%
185-230 mm	24	56%
>230 mm	9	23%
MAG	30	77%

IC

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	2	100%	6	100%	2	100%
115-125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
MAG	2	100%	6	100%	2	100%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	12	100%	9	100%	12	100%
115-125 mm	27	100%	19	100%	27	100%
MAG	39	100%	28	100%	39	100%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	14	100%	15	100%	14	100%
115-125 mm	27	100%	19	100%	27	100%
MAG	41	100%	34	100%	41	100%

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	12
185-230 mm	4
MAG	16

Analyse Nutrition

Dans la zone, des cas de malnutrition aiguë modérée ont été observés lors des enquêtes menées pendant les dépistages des enfants et des femmes enceintes et des femmes allaitantes. Les principales personnes touchées sont les filles et les garçons de moins de 5 ans. Parmi les garçons de moins de 5 ans, 36% de malnutrition modérée a été rapporté, tandis que 31% des filles souffrent de malnutrition modérée. Chez les enfants de moins de 5 ans, des cas de malnutrition sévère ont été rapporté chez les filles avec 29% contre 18% chez les garçons lors des enquêtes ménages. Cependant, des cas de malnutrition sévère chez les femmes enceintes et allaitantes ont été rapporté. Cette tendance se reflète également chez les femmes enceintes et allaitantes serait de 21%, et 56% de malnutrition modérée. Le risque de basculer vers un état de malnutrition sévère est particulièrement élevé pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà en situation de malnutrition modérée, si des mesures appropriées ne sont pas prises dans ce domaine. Selon les participants aux groupes de discussion, plusieurs facteurs contribuent à cette situation. L'insuffisance alimentaire est critique, les possibilités pour faire face à l'accès limité à la nourriture sont restreintes, et la situation de famine touchant l'ensemble de la localité favorisant ainsi cette situation de la malnutrition. L'afflux des déplacés augmentant la demande de nourriture, la fertilité du sol, ainsi que l'insécurité dans la zone de provenance. Il est important de noter que les ménages qui accueillent des déplacés ne peuvent pas se déplacer pour atteindre leurs champs éloignés en raison de l'insécurité liée à la présence de groupes armés.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	40%	13	
Agriculture de subsistance	51%	11	
Agriculture de rente	0%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	2%	6	
Exploitation minière artisanale	1%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	63%	-	
Non	37%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
		Non consensus	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	99%	-	
Non	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Non	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	37%	0	
Non	63%	13	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	13	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	59%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	1%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	26%	-	
Marché	11%	-	
Travail pour de la nourriture	43%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	9%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	13%	-	
Vente de braises/charbon, etc	1%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	4%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	9%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	56%	-	5
1-2 semaines	43%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	2	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³			
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (28-42)	39%	-	3
Pauvre (≤28)	61%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	1%	-	3
Crise / urgence (≥19)	99%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La situation en matière de sécurité alimentaire est critique dans la zone selon les participants en groupe de discussion. Ceci est principalement dû à l'afflux de ménages déplacés ainsi qu'à l'insécurité engendrée par la crise dans la zone, qui ne permet plus aux ménages de se rendre aux champs éloignés craignant mettre leur vie en danger. Ces facteurs comprennent l'abandon des champs, l'appauvrissement du sol, l'utilisation de semences de mauvaise qualité en raison de leur réutilisation pendant plusieurs années, ainsi que l'impact de diverses maladies sur les cultures. Tout cela justifie un grand besoin de soutien en matière de sécurité alimentaire. Parmi les ménages, 61% ont un faible score de consommation alimentaire (SCA) (inférieur à 28) et 39% ont des scores limités. De plus, 99% des ménages ont recours régulièrement à des stratégies de survie préjudiciables pour subsister. Il est important de noter que 53% de la population enquêtée a accès à la terre et que 51% des ménages pratiquent l'agriculture de subsistance sur leurs terres, ce qui explique pourquoi cette situation a un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages. Selon les participants aux groupes de discussion, les champs dans la zone d'origine ont été abandonnés, laissant les cultures envahies par les herbes sans aucun entretien. Les réserves qui se trouvaient dans les maisons ont été pillées par les groupes armés cela est confirmé par le 43% ménages qui avaient un réservoir de 1 à 2 semaines dans leurs ménages, et celles qui n'ont pas été pillées se détériorent dans les maisons car il est impossible pour les habitants de s'y rendre sur les terres en raison des affrontements en cours. Cette situation accentue l'insécurité alimentaire dans cette zone de santé et ses environs. Ces événements entraînent des conséquences graves sur ces populations, dont les moyens de subsistance dépendent principalement de la culture de leurs terres. Il est à noter que, dans les sept derniers jours précédant l'évaluation, 99% des ménages ont fréquenté les marchés. Actuellement, 56% des ménages ne disposent pas de réserve alimentaire.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC²)			
Maison (construction durable)	1%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	87%	9	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	9%	11	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	63%	-
En famille d'accueil	34%	-
Dans un site spontané	0%	-
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	71%	-
Non	29%	-
Ne sait pas	0%	-

Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5



Sévérité

4

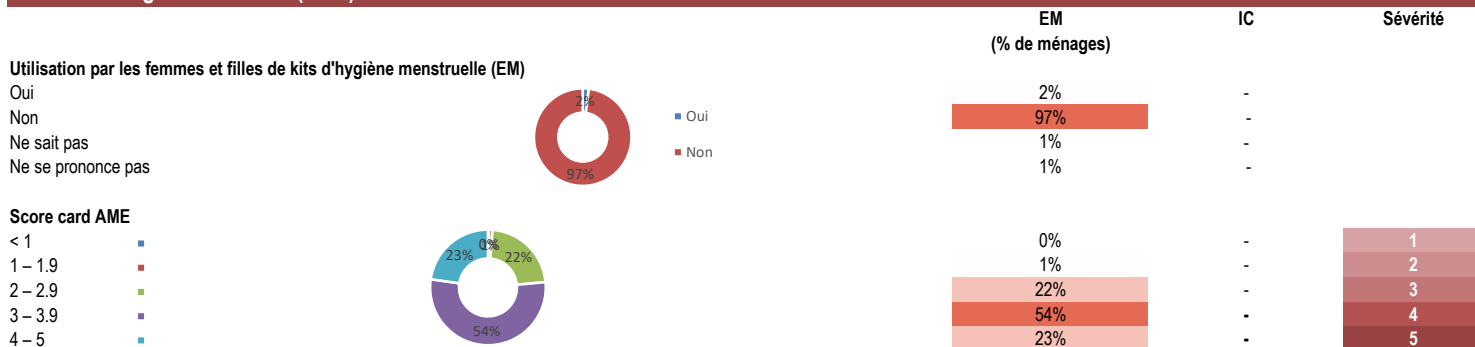
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	61%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	25%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	9%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	2%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

Le type d'abri le plus couramment utilisé par les ménages est le logement en construction des maisons non durable et délabré (87%), suivi par les abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence) (9%), tandis qu'aucun ménage vit dans des logements durables. Ces résultats sont confirmés par les enquêtes ménages, puisqu'une grande majorité d'entre eux ont signalé que la plupart des ménages dans les localités évaluées résidaient dans des logements non-durable délabrée) et d'urgence. En ce qui concerne la situation d'occupation, 63% des ménages sont dans une parcelle ou un abri qui lui appartient, tandis que 34% ont déclaré accueillir les déplacés et 34% des ménages sont de locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue). 62% des ménages vivent dans des conditions de promiscuité très sévères mais la situation reste inquiétante puisque 63% vivent dans une maison/abri délabrée qui leur appartient, et 34% vivent en famille d'accueil dans une maison en construction non-durable délabrée et sur une parcelle ou un abri qui lui appartient. Ces ménages déplacés manquent de moyens pour prendre de maison de location car ayant perdu tous les biens dans leur fuite.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Les résultats des enquêtes ménages montrent que seul, 2% des femmes enquêtées utilisent de kits d'hygiène menstruelle. Selon les participants aux groupes de discussions la plupart des ménages déplacés ont confirmé avoir perdu tout accès aux articles ménagers essentiels à la suite de la crise. 77% des ménages ont un score AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique) à la suite de ces événements. Ces faits ont été confirmés dans les groupes de discussion où les participants ont déclaré des besoins sévères en AME sur l'axe, notamment en raison d'importants pillages et destructions de biens. Les ménages hôtes affirment partager les articles avec les déplacés mais à la suite de l'insuffisance des articles, cela risquerait de créer un conflit à la longue si le déplacement persiste. uté hôte et les déplacés est très fréquent quel que soit leurs états.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
			20
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	4	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	0	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	0	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	55%	-	1
Source non-améliorée	45%	-	3
Eau de surface	1%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	42%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	1%	-	
Pour l'hygiène personnelle	27%	-	
Pour cuisiner	12%	-	
Pour d'autres fins domestiques	30%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Aucun, tous les ménages ont assez d'eau
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	97%	-	
De 31 minutes à 2 heures	3%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	17%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	4%	1	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	0%	7	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	36%	13	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	0%	0	
L'eau est trop chère	0%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	62%	13	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	22%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	16%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	48%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	1%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	48%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	1%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	1%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	7%	-	3
Non	93%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	80%	-	
Non	20%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	5%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	13	
Eau stagnante	-	7	
Déchets solides domestiques	-	5	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	1	
Rongeurs / rats	-	13	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5,7}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	4%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	11%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	71%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	14%	-	5

Analyse EHA

L'accès à l'eau de qualité est problématique sur l'axe évalué : en effet, 45% des ménages déclarent utiliser l'eau de points d'eau non aménagés pour la boisson et 1% des ménages utilisent de l'eau de surface (p.ex. rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation, etc.) contre 54% qui déclarent avoir accès à des sources améliorées. Selon les résultats d'enquête ménage, les principaux problèmes d'accès à l'eau signalés dans la zone sont : le manque de récipients pour stocker l'eau (62%), nombre insuffisant de points d'eau ou temps d'attente trop élevé (36%), les points d'eau sont trop éloignés (surtout pour les personnes à mobilité réduite). (4%), le temps d'attente aux points d'eau trop élevé (34%) et 1% problèmes de goût ou de qualité de l'eau (eau non-potable). En ce qui concerne, la quantité d'eau de consommation 99% des ménages affirment avoir une quantité suffisante de l'eau à boire et pour la cuisine, 88% affirment avoir une quantité suffisante pour l'hygiène personnelle et 70% pour d'autres fins domestiques. La plupart des ménages (97%) affirment mettre moins de 30 minutes pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage. Il reste néanmoins 3% ménages qui déclarent mettre entre 30 minutes et 2 heures pour puiser de l'eau.

Les conditions d'hygiène sont préoccupantes sur l'axe, seul, 7% des ménages affirment disposer dispositifs de lavage des mains sans savon et 82% des ménages n'utilisent pas des installations sanitaires non-améliorée, c'est-à-dire qui n'empêchent pas le contact extérieur avec les excréments, telles que des latrines à fosse ouverte ou sans dalle, ou des latrines traditionnelles et 4% des ménages ne possèdent pas de latrines. A noter que 80% de ces installations sont utilisées par plus de quatre ménages et seulement 5% de latrines sont séparée par sexe, ce qui augmente le risque de contamination par des maladies. Les participants aux groupes de discussions ont aussi noté la présence de déchets solides domestiques, la présence de matières fécales et des eau stagnante dans la zone.

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		79%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		4%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		17%	-
Autre		0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		81%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		6%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		13%	-
Autre		0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)


Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure		97%	-
Entre 1 heure et 2 heures		3%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	13
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	6	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	13	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	2	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	6	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	42%	-	3
Fièvre	66%	-	
Toux	36%	-	
<i>Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	36%	-	
Non	60%	-	
Ne sait pas	0%	-	
			
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)			
Paludisme	0	52	
Infection Respiratoire Aigüe	0	7	
Diarrhées aiguës	0	37	
Typhoïde	0	6	
Malnutrition aigüe globale	0	35	
Rougeole	0	0	
Choléra	0	0	
Fièvre jaune	0	0	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	0	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque grave	
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque grave	
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Oui, beaucoup	

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes montrent que 79% et 81% des femmes et les hommes fréquentent les structures sanitaires (centre de santé, clinique, hôpital, etc.) comme principale source d'obtention des soins, suivi de reste à la maison ou se soigner soi-même (17% et 13%) et les guérisseurs traditionnel ou religieux. Cela contraste avec le fait que la quasi-totalité des IC ont indiqué que la principale source d'obtention des soins pour les ménages était une structure de santé. Signalons que par manque de moyens pour payer les soins de santé, 6% des femmes et 4% des hommes préfèrent rester à la maison ou se soigner soi-même. En ce qui concerne les conditions d'accouchement, les résultats concordaient avec des ménages rapportant que les femmes se dirigeaient vers des structures de santé avec un avantage de marché moins d'une heure pour atteindre les structures sanitaires à 97% et d'autres font plus d'une heure à 3%. On observe une augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise, la majorité des informateurs ont évoqué le manque de médicament et équipements médicaux grave et la minorité pour le manque de médicament modérée. En ce qui concerne, les symptômes des maladies chez les enfants de moins de 5 ans souffrant (66% connaissent pour la fièvre, 42% pour la diarrhée et 36% pour la toux. Selon les informateurs clés les maladies détectées parmi les enfants de moins de 5 ans (diarrhées aiguës, paludisme, infection respiratoire aigüe et malnutrition aigüe globale).

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	36%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	0	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	14%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	9	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	6	-	
Nombre total de personnes âgées	4	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	11	14	13	14
Meurtre	1	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	2	0	1	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	0	0	0
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	1	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	0	0	0
Violences conjugales	0	0	0	0
Séparation des familles	0	0	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	3	0
Pillage du bétail	0	0	6	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	4	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
11	14	13	14
1	0	0	0
2	0	1	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	1	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	3	0
0	0	6	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	4	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	0%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	2%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	3%	-
Pas de cas dans le ménage	95%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	0%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	99%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non consensus

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	99%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	1%	-	
Agression sexuelle	0%	-	
Violence physique ou harcèlement	0%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			
		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	14	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			
		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	12	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	2	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

D'après les différents entretiens en groupes de discussion, il semble que les ménages déplacés ont de bonnes relations avec la communauté autochtone. En effet, selon les résultats des enquête ménages, la majorité des ménages hôtes enquêtés se disent être prêts à assister les ménages déplacés pour un temps limité, surtout tenant compte du fait que certains déplacés constituent une main d'œuvre pour les travaux journaliers. Des tensions pourraient néanmoins émerger à l'avenir en raison de l'insuffisance des ressources. On enregistre en effet des cas mutilations ou coups et blessures, meurtre, enlèvements ou tentatives d'enlèvement, et recrutements ou enrôlements forcés et dans la zone. Selon la minorité des ménages enquêtés confirment néanmoins la présence de groupes de médiation promouvant la cohabitation pacifique et pouvant permettre de résoudre d'éventuels conflits entre communautés hôtes et déplacées. Signalons que dans 14% des ménages on trouve la présence d'au moins une personne en situation de handicap (enfants et adultes) et dans la majorité des ménages on trouve aussi au moins un enfant non accompagné à cause des affrontements dans la zone de provenance.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	96%	-	1
Plus de 1 heure	4%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	3%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	13	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	28%	-	
Filles (Primaire)	23%	-	
Garçons (Secondaire)	25%	-	
Filles (Secondaire)	22%	-	
Total	24%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	84%	-	
Ecole trop éloignée	2%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	14%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	13	13
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
	0	0
	13	13
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	-
	0	-
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	97%
Avant la crise	-	85%
<i>Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5</i>		

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	90%
Avant la crise	-	85%
<i>Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5</i>		

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	60
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	45
<i>Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5</i>	

Analyse Éducation

Toutes les écoles sont restées fonctionnelles sur l'axe évalué, certaines sont accessibles en moins d'une heure de marche pour la grande majorité (96%), 4% à plus d'une heure confirmé par les informateurs clés, selon les EM 3% des écoles fonctionnelle sont occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées. Beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans d'entre eux) des proportions d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire et quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux), 24% des ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours, parmi eux (28% garçons, 23% filles des écoles primaires et 25% des garçons et 22% des filles d'école secondaire). Le taux d'inscription des enfants en école primaire est de 97% après la crise contre 85% avant la crise on constate une légère augmentation à la suite de l'arrivée des enfants déplacés dans la zone. Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire est de 90% actuellement contre 85% avant la crise, un enseignant encadre moins de 60 élèves contre 45 avant la crise.

Les discussions de groupe réalisées avec les familles de déplacés et les familles d'accueil dans tous les villages évalués laissent voir que le système éducatif a connu beaucoup des problèmes tant pour les déplacés que les autochtones. La plupart des enfants des déplacés n'accèdent pas à une éducation inclusive et de qualité à la suite du manque de moyens financiers et interruption à la suite d'un déplacement et de fournitures scolaires perdus lors de la fuite pendant les affrontements dans les milieux d'origine entre les groupes armés. Signalons que les écoles ont commencé leurs vacances. Ces informations ont été recueillies auprès des informateurs clés (directeurs ou enseignants principal de l'école).

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	100%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	18	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	2	
Abris	-	0	
AME	-	18	
EHA	-	0	
Santé	-	2	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	20	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	90%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	17%	-	
Vouchers / foires	2%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	74%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	0%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	3%	-
Où recevoir l'assistance	61%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	61%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	0%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	5%	-
Comment donner son feedback	1%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	2%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	22%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	95%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	8%	-
SMS	4%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	3%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	14%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	19%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	95%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	40%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	32%	-
Evenements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	9%	-
Autre (préciser)	4%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les modalités préférées pour bénéficier d'une assistance par les ménages, telles qu'identifiées lors de l'enquête, sont 90% paiement du cash physique (en espèces), 74% de l'assistance en nature (nourriture, articles ménagers essentiels, kits, infrastructures, etc.), 17% cash par transfert (cash électronique ou mobile money) et 2% des vouchers ou foires. Les besoins prioritaires de la population comprennent, moyens financiers (cash), AME (casserolles, bidons, habits, etc.), Nourriture, Nutrition (p.ex. plumpy Nut), et Santé. En ce qui concerne la manière de recevoir des informations sur l'aide humanitaire, la communauté interrogée propose plusieurs moyens, notamment les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), à travers des appels téléphoniques ou soit un SMS, une travailleuse humanitaire (femme uniquement), Autorités locales gouvernementales, la communication par l'intermédiaire des leaders communautaires.

En ce que concerne, la préférence des ménages enquêtés pour remonter une plainte ou doléance sur la réponse humanitaire, les participants ont proposé plusieurs moyens notamment (les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement), Réseau social (Facebook, WhatsApp, etc.) et à travers des appels téléphoniques et mégaphone.

Conclusions générales et commentaires

A l'issue de l'enquête multisectorielle menée par les équipes d'Acted dans la zone de santé de Bunyakiri territoire de Kalehe sur l'axe Batayo-Kisha-Lulere trois besoins prioritaires se dégagent, classés par ordre d'importance : Moyens financiers (cash), la nourriture et AME (casseroles, bidons, habits, etc.). D'autres besoins essentiels tels que Nutrition (p.ex. Plumpy Nut) et la santé.

L'analyse souligne également l'importance des modalités d'assistance pour répondre aux besoins de la population. Les données révèlent que 90% des ménages privilégient l'assistance en cash physique (en espèces) comme la première modalité souhaitée, en nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.) pour deuxième modalité et Cash par transfert (cash électronique ou mobile money) comme troisième modalité. Cette information est cruciale pour orienter efficacement les efforts d'assistance et répondre aux préférences des bénéficiaires.

La pression démographique, avec près de 49% de la population représentée par les déplacés, accentue les contraintes sur les ressources locales. Signalons qu'au moment de l'évaluation aucun acteur n'est positionné dans la zone selon les participants aux groupes de discussions.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seuil. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)